

Appuyé sur la politique de Zapatero et des directions syndicales, le parti populaire revient au pouvoir et approfondit l'offensive contre les masses

Les élections du 20 novembre 2011 : effondrement du PSOE et retour au pouvoir du PP Un profond recul politique du prolétariat et de la jeunesse

Alors que lors des élections de 2004, puis de 2008 encore, le prolétariat et la jeunesse d'Espagne avaient utilisé le vote PSOE pour chasser le PP et lui faire barrage, le résultat des élections de 2011 est sans appel. Si le PP ne gagne que 200 000 voix, le PSOE s'effondre en perdant plus de quatre millions de voix. Le PSOE est à un de ses plus bas niveaux historiques : il faut remonter au début des années 1980 pour trouver trace d'un score aussi faible. Or ce résultat n'est en rien une surprise, il a été annoncé pendant des mois par les élections locales, municipales et dans les régions autonomes. Il est le produit de la politique du gouvernement Zapatero s'appuyant sur une majorité relative du PSOE aux Cortes.

Le résultat illustre le profond rejet de cette politique, mais aussi, d'une certaine manière, un profond désarroi. En effet, la première conséquence du recul du vote PSOE, c'est de rendre le pouvoir au PP, dont la politique est encore plus

violente face aux exigences du capital dans le cadre de la crise et de ses développements en Espagne. De plus, le taux de participation est passé de 75 % en 2008 à 71 % en 2011. Les voix d'une partie du prolétariat se sont reportées essentiellement sur des partis bourgeois comme UP y D (Union populaire et démocratique), une organisation formée par une ancienne députée européenne du PSOE sur un terrain purement bourgeois, ou sur des partis nationalistes, comme Convergencia i Unio, parti nationaliste bourgeois catalan, ou même Amaiur, coalition nationaliste petite-bourgeoise radicale basque qui a pu se représenter pour la première fois depuis des années, après les interdictions qui ont frappé de nombreux partis depuis Batasuna. C'est donc un profond recul politique du prolétariat et de la jeunesse qui est mis en évidence par ce résultat électoral.

	2000 voix	2000 %	2004 voix	2004 %	2008 voix	2008 %	2011 voix	2011 %
PSOE	7 918 752	34.1	11 026 163	42.6	11 064 524	43.6	6 980 880	28.7
IU	1 263 043	5.4	1 284 081	4.9	963 040	3.8	1 680 810	6.9
PP	10 321 178	44.5	9 763 144	37.6	10 169 973	40.1	10 830 693	44.6
CIU	970 421	4.2	835 471	3.2	774 317	3	1 014 263	4.6
PNV	353 953	1.5	420 980	1.6	303 246	1.2	323 517	1.3
ERC	194 715	0.8	652 196	2.5	296 473	1.1	256 393	1
Amaiur							333 628	1.3
UP y D					303 535	1.2	1 140 242	4.7

D'une certaine manière, même si cela reste symbolique, plusieurs mois après l'accession au pouvoir de Mariano Rajoy et du PP, cette tendance se poursuit, notamment lors des élections régionales, en particulier en Andalousie, en mars 2012. Pour la première fois depuis des décennies, le PP y devance le PSOE, et même s'il ne devrait pas pouvoir gouverner la région, cela constitue un fait politique en soi.

Rappelons que le PSOE s'était reconstitué en 1977 notamment à partir d'un groupe de dirigeants sévillans en exil, dont Felipe Gonzalez. Cette forteresse du PSOE a donc été symboliquement mise à mal. Cet état des rapports politiques entre les classes, malgré les grèves, a permis au gouvernement Rajoy d'agir depuis le 20 novembre et de mener l'offensive.

La politique du gouvernement Rajoy, cent jours de coups contre le prolétariat et la jeunesse !

Lors de ses cent premiers jours, le gouvernement Rajoy n'a eu qu'un seul axe, feu contre la classe ouvrière, le prolétariat et la jeunesse. Il s'agissait dès le départ de « rassurer les marchés » et de couper, couper encore dans les budgets publics, nationaux ou régionaux. Il s'agissait aussi de faire voter une amnistie fiscale, au prétexte de permettre le rapatriement de capitaux, sur le modèle de celle adoptée par le gouvernement Berlusconi. Il est prévu également de privatiser 70 organismes du service public. Enfin, le gouvernement entend bien imposer aux régions de respecter la même limitation des dépenses que l'Etat central. Or c'est à ce niveau que sont financés l'enseignement et la santé, par exemple. D'après la *Tribune* du 05/01/2012 : « Luis de Guindos, ministre de l'Economie et de la Compétitivité, a d'ailleurs annoncé mercredi dans une interview au Financial Times la création en mars de "stricts instruments de contrôle

des budgets des autonomies ». "Avant d'approuver les budgets, les ministres (des régions autonomes) devront obtenir l'aval du gouvernement central", a-t-il ajouté ».

Comme le montre l'exemple de la région Castille-La Manche, gouvernée par le PP depuis juin 2011, c'est là qu'ont été prises des décisions qui frappent de plein fouet les fonctionnaires. Maria Dolores de Cospedal, la présidente de la région, a décidé d'augmenter le temps de travail des fonctionnaires de 2 h 30 par semaine tout en baissant leurs salaires de 3 %. Cette région faisait jusqu'en novembre figure de vitrine du PP, et cette politique est donc aujourd'hui généralisée. Le budget global, adopté le 31 mars, prévoit de couper près de 30 milliards d'euros dans les dépenses. Tout y passe : la recherche voit ses crédits amputés de 34 %, le plan national de lutte contre les drogues perd 28 % de son financement, 582 centres de services sociaux doivent fermer,

entraînant plus de 12 000 licenciements, les bénéficiaires des aides sociales, comme l'aide à domicile seront réduits de moitié, etc... *ad nauseam*.

Le gouvernement s'en est aussi immédiatement pris au code du travail, et a demandé dès le 30 novembre au patronat et aux syndicats de trouver un accord en urgence sur le marché du travail. Selon l'AFP : « *Le chef du Parti populaire (droite) a expliqué aux dirigeants des syndicats CCOO et UGT et de l'organisation patronale CEOE qu'il a reçus, "la nécessité d'aborder en urgence une réforme du marché du travail qui contribue à enrayer le principal problème national qu'est le chômage", a indiqué le PP dans un communiqué. Mariano Rajoy les a appelés à "trouver des accords avant la deuxième semaine de janvier", selon ce texte. Cette réforme devrait concerner, "entre autres, la négociation collective, la solution extrajudiciaire des conflits, les modalités de contrats, l'absentéisme, les entreprises de travail temporaire et la formation* ». Le 10 février, après discussion entre patronat et syndicats, le gouvernement présente son projet. Le texte adopté par le gouvernement est un encouragement pour le patronat à licencier... Il s'agit essentiellement d'un dispositif généralisant la diminution des indemnités de licenciement de 45 à 33, voire 20 jours de salaire par année travaillée, si

l'entreprise se révèle durablement déficitaire, c'est-à-dire deux trimestres de suite. Dans le contexte économique de l'Espagne, il s'agit d'une vanne ouverte vers des licenciements moins chers. Un nouveau type de contrat de travail est créé pour les entreprises de moins de 50 salariés, incluant de nombreuses exonérations de charges et d'impôts. Dans ces entreprises, les employés de moins de trente ans pourront cumuler leur allocation chômage et leur « salaire », et pourront être licenciés au bout d'un an sans aucune indemnité. La limite de succession de contrats à durée déterminée est fixée... à 24 mois. En outre, il est prévu des facilités de dénonciation des conventions collectives pour le patronat, et de passer à des accords d'entreprises si la situation de la boîte est mauvaise, après deux trimestres de baisse des ventes ou des bénéfices. Dans tous les domaines importants, l'accord d'entreprise prévaudra sur l'accord de branche : pour les salaires de base, les heures supplémentaires, l'organisation des tours et des vacances, les heures supplémentaires... Cette réforme du marché du travail n'a qu'un seul but : faire éclater toute garantie collective, faire exploser les contrats de travail et lancer une grande offensive contre le coût de la valeur de la force de travail. Les premières baisses nominales de salaire ont déjà eu lieu.

L'économie capitaliste dans une situation catastrophique

Si les coups pleuvent à ce point, c'est que les capitalistes espagnols sont dans une mauvaise passe. Le PIB n'a toujours pas retrouvé son niveau antérieur à 2008, et l'année 2012 devrait à nouveau être une année de récession, notamment à cause des plans de rigueur successifs. Le secteur-clé de l'économie espagnole, la construction, est toujours aussi mal en point. Le prix moyen des logements continue de baisser et a même connu en 2011 sa plus forte baisse depuis l'éclatement de la bulle spéculative sur l'immobilier. Selon *El País* du 15 mars, la baisse moyenne serait de 11,2 % et atteindrait 13 % pour le logement ancien. La surproduction de logements est telle que, selon Caixa Catalunya, 800 000 logements neufs n'avaient trouvé d'acheteurs en 2010. Selon l'observatoire de l'immobilier et de la construction, il y avait, fin 2011, un excédent de 2,32 millions de logements neufs sur le marché, sans compter les logements anciens inoccupés. Pendant le même temps, les jeunes ne peuvent se loger avec leurs maigres revenus.

Le secteur bancaire, fortement impliqué dans cette spéculation immobilière, se trouve extrêmement fragilisé. Selon une étude de la banque d'Espagne de novembre 2011 : « *Les créances douteuses des établissements bancaires du pays s'élevaient à 110,689 milliards d'euros en janvier, soit 6,06 % du total de créances contre un taux de 5,81 % en décembre et 5,69 % en novembre. Ce taux, qui n'était que de 4,98 % en octobre 2009, a atteint en janvier son niveau le plus élevé depuis novembre 1995, selon la Banque d'Espagne. En août 2010, le taux de créances douteuses avait connu une forte détérioration, s'affichant avec 5,61 % au plus haut depuis février 1996. La situation des établissements bancaires espagnols reste une source d'inquiétudes pour les investisseurs internationaux en raison des conséquences de l'éclatement de la bulle immobilière fin 2008, de la récession qu'a traversée le pays et du fort renchérissement du coût du crédit ces derniers mois.* » En février, Standard and Poor's dégradait la note de 15 grandes banques espagnoles. Autant dire qu'un risque de krach bancaire, surtout dans le cadre d'une faible croissance, reste un risque majeur pour le capitalisme espagnol. Les banques espagnoles prévoient un

plan massif de fermetures d'agences (8000) et de licenciements (25 000), alors que déjà près de 5000 agences avaient été fermées depuis 2008.

La production industrielle a connu en 2011 une profonde chute, après l'année 2009 qui avait été marquée par une baisse de 20 % de l'activité industrielle. Or, à l'automne 2011, la situation était aussi grave, voire pire : en novembre 2011, le recul était de 7 %, le pire chiffre depuis octobre 2009. Le journal *20 minutes* (11/01/2012) précise : « *En novembre, "tous les secteurs industriels présentent des taux interannuels négatifs", précise l'Ine dans un communiqué. La production de biens de consommation durable a plongé de 16,3 % sur un an, celle de biens intermédiaires a chuté de 10 %, celle de biens d'équipement a diminué de 7,4 % et celle de biens de consommation non durable a reculé de 2,8 %. La production d'énergie a elle baissé de 5,2 %.* » L'ensemble de l'économie espagnole est touchée de plein fouet par un nouvel approfondissement de la crise. Surproduction du logement, fragilité extrême du système bancaire, profonde dépression industrielle, baisse de la consommation tout autant dans la production que pour les ménages. Malgré les effets induits par les plans de rigueur, la bourgeoisie espagnole et ses gouvernements luttent de manière acharnée pour rétablir le taux de profit, en jouant sur le seul levier disponible et sous la surveillance des autres impérialismes européens : une augmentation massive du taux d'exploitation.

Pour les masses, les conséquences sont évidemment dramatiques, à commencer par le chômage, qui dépasse officiellement 23 % de la population active et qui atteint plus de 50 % chez les moins de 25 ans, soit cinq millions de chômeurs au total. Dans de nombreux secteurs économiques et des régions entières d'Espagne, une grande partie de la main-d'œuvre, parfois d'origine étrangère, est employée au noir. Selon la fondation espagnole des caisses d'épargne, en 2008, le secteur représentait plus de 20 % du PIB. Avec la crise et le chômage, une main-d'œuvre importante est encore libérée pour cette économie dite pudiquement « informelle ». On estimait en 2009 à 80 000 les travailleurs supplémentaires

sur ce marché noir dans la région de Madrid. Une partie importante de la main-d'œuvre est donc transférée vers le travail non déclaré et les salaires les plus faibles, sans droits sociaux.

Il n'en reste pas moins que les objectifs fixés par l'UE à l'Espagne en matière de réduction des déficits sont tout à fait hors de portée. Le gouvernement Rajoy, pourtant fort actif en un trimestre, a dû négocier un dépassement et l'UE, devant les preuves de bonne volonté affichées, a autorisé 5,3 %. Il n'en reste pas moins que c'est un aveu d'échec.

La fragilité du capitalisme espagnol est la cause de la violence de l'offensive. Elle a comme conséquence une

aggravation immédiate des conditions d'existence du prolétariat et de la jeunesse espagnols. Pour autant, les masses ne peuvent accepter cette aggravation sans combat : les manifestations étudiantes à Barcelone ou Valence, le fait que les travailleurs aient imposé aux directions syndicales d'appeler à la grève, les 800 000 manifestants de Madrid le 29 mars montrent la volonté de combattre du prolétariat et de la jeunesse. Si le gouvernement Rajoy a pu faire adopter sa réforme du marché du travail et son budget, c'est à la politique des directions du mouvement ouvrier, partis et syndicats qu'il le doit.

Les directions des organisations syndicales s'opposent aux aspirations du prolétariat et de la jeunesse

Les directions des deux grandes centrales ouvrières, les Commissions ouvrières (CCOO) et l'UGT sont aujourd'hui en première ligne pour permettre au gouvernement Rajoy de mener à bien sa politique. Dès avant les élections, le 28 octobre, les CCOO et l'UGT signaient avec les organisations patronales CEOE et CEPYME, un accord sur la négociation collective. Les parties signataires s'engageaient à intensifier le dialogue social afin d'accélérer la négociation d'accords collectifs, « pour réduire la conflictualité » (lire grèves), « ces questions étant élémentaires pour pouvoir affronter la crise et ses conséquences au bénéfice de l'emploi et la compétitivité des entreprises. » Quelques jours avant les élections, les directions syndicales préparaient le terrain au futur gouvernement. Il faut ajouter à cela, qu'en se refusant à ne donner aucune consigne de vote, les deux directions syndicales prenaient position de fait pour la victoire du PP, tandis que Zapatero et la direction du PSOE organisaient leur propre défaite.

Rajoy et le PP ont immédiatement saisi la nécessité politique de s'associer les directions syndicales. Dès le 30 novembre, dix jours seulement après les élections, le gouvernement demandait aux directions des CCOO et de l'UGT d'entamer des négociations avec les organisations patronales afin de préparer la réforme du marché du travail, et de trouver un accord en urgence. « C'est l'activité économique qui génère l'emploi et non les lois du travail », a souligné pour sa part le secrétaire général de CCOO, Ignacio Fernandez Toxo. De même, le secrétaire général de l'UGT, Candido Mendez a dit "comprendre" la préoccupation du futur chef de gouvernement tout en estimant que Mariano Rajoy confondait "la résolution du problème du chômage avec une énième réforme du travail". Telles furent les réactions « critiques » des représentants des deux confédérations. Ils firent donc le choix de se rendre à la convocation du gouvernement et du patronat. Malgré le contenu de la contre-réforme, pire destruction des droits des travailleurs en Europe à cette date, les dirigeants syndicaux n'en faisaient pas un casus belli, et le texte était adopté le 10 février.

Cependant, les travailleurs faisaient irruption sur la scène politique en ce début de février, comme ce fut le cas avec la grève des fonctionnaires du 8 février, notamment dans le secteur de la santé. Les directions syndicales durent convoquer des manifestations le dimanche 19 février, comme « première réponse » à la contre-réforme du droit du travail... soit neuf jours après son adoption. Malgré cela, les manifestations furent massives. Une nouvelle journée d'action était convoquée le 11 mars, deux jours après la décision des directions syndicales d'appeler à une journée de grève générale le 29 mars. Selon *Le Monde* : « Les syndicats ont fait état d'une très forte mobilisation, annonçant 500 000

manifestants à Madrid, 400 000 à Barcelone, 150 000 à Valence, 50 000 à Séville. Selon la police, les manifestants étaient 50 000 à Madrid, 30 000 à Barcelone, 25 000 à Valence, 5 000 à Séville. » La montée en puissance de la mobilisation, ainsi que les manifestations étudiantes de Valence (20 000) et Barcelone (60 000) les 28 et 29 février, réprimées par la police, ont imposé aux dirigeants syndicaux d'appeler à une journée dite de « grève générale ». Lors de la journée d'action du 11 mars, les dirigeants donnaient leurs explications : « Nous faisons aujourd'hui un pas de plus vers la grève générale du 29 mars », a lancé le leader de l'UGT, Candido Mendez. "Si le gouvernement ne rectifie pas (la réforme du travail), il y aura un conflit et il ne se terminera pas le 29", a averti Ignacio Fernandez Toxo, secrétaire général de CCOO (Comisiones obreras). » (*Le Monde*, 11/03/2012). Les objectifs assignés à la grève étaient clairs : non pas le retrait de la loi déjà adoptée, mais une inflexion... et Toxo annonçait que le conflit s'inscrirait dans la durée, le signe que la politique des directions syndicales visaient à épuiser la volonté de combat des travailleurs.

La journée de grève du 29 mars semble avoir été suivie, même si c'est sans doute de façon inégale : selon les Commission Ouvrières, le taux de grévistes global aurait atteint 77 %, et 97 % dans l'industrie. Au-delà de la bataille des chiffres avec le gouvernement et le patronat, qui disent avoir compté 800 000 manifestants dans toute l'Espagne, pour trois millions selon les syndicats, le site des CCOO donne une courbe de la consommation d'énergie en nette baisse le 29 mars, significative de la réduction d'activité. Mais là question n'est pas là. Non seulement le gouvernement n'a pas reculé, mais il a adopté son budget le lendemain, droit dans ses bottes. Le 30 mars, les directions des deux confédérations CCOO et UGT ont décidé d'écrire une lettre au gouvernement pour lui demander d'ouvrir des négociations pour une « nouvelle réforme du marché du travail ». Cette lettre est la troisième qu'ils envoient au gouvernement. Selon Mendez, secrétaire général de l'UGT, elle « reprendra les mêmes termes que les précédentes : elle contiendra nos propositions, et nous y décrirons la situation du pays, qui nécessite des accords » (*El Pais*, 30/03). Ensuite, les deux directions prévoient de saisir la « défenseure du peuple » pour qu'elle porte un recours devant le tribunal constitutionnel, puis de dénoncer le gouvernement auprès de l'OIT, ou encore de s'adresser au président (PP) de la chambre des députés. On le voit : un sûr terrain de classe ! Toutes ces initiatives culmineront le 1^{er} mai, et enfin les deux directions décideront en commun l'action au-delà du 1^{er} mai. Il faut le dire, c'est un véritable plan de sabotage de toute possibilité de mobilisation, au profit du gouvernement, tandis

que le patronat commence sur le terrain à licencier ou baisser les salaires en vertu de la « réforme ».

Les partis issus du mouvement ouvrier développent la même thématique, font une critique sans effet, et se placent sur le terrain de proposer une « autre » réforme du marché du

travail, comme le fait IU (Izquierda Unida). Le PSOE quant à lui, non seulement ne mène aucun combat réel contre le gouvernement, mais surtout a une responsabilité écrasante dans la politique anti-ouvrière menée par le gouvernement Zapatero de 2008 à 2011 et dans le retour du PP au pouvoir.

Le gouvernement Zapatero, soutenu par le PSOE, a présenté la note de la crise au prolétariat et à la jeunesse

Le fait majeur a été le soutien accordé au gouvernement Zapatero par le PSOE. Alors que le PSOE avait été porté au pouvoir en 2004, puis maintenu contre le PP en 2008 par la mobilisation du prolétariat espagnol sur le terrain des élections, Zapatero a mené une politique anti-ouvrière, de façon accélérée depuis 2008. C'est Zapatero qui a jeté les bases de l'offensive menée aujourd'hui par Rajoy et le PP. Il l'a fait avec le soutien des directions syndicales. Après quelques mois de politique de relance, c'est-à-dire de sauvetage des banques et de soutien au BTP, Zapatero a changé de politique, en prenant le virage des coupes budgétaires. Au printemps 2010, le gouvernement Zapatero présente la note... au prolétariat et à la jeunesse : « *La politique de casse sociale du gouvernement Zapatero devient de plus en plus insupportable pour l'ensemble des salariés espagnols, et en particulier les plus modestes : baisse de 5 % du salaires des fonctionnaires ; coupes dans les allocations sociales ; gel de toutes les retraites ; recul de l'âge de départ légal à la retraite de 65 à 67 ans sans oublier la nouvelle contre-réforme du marché du travail avec généralisation d'un « CDI précaire » avec procédures de licenciements facilitées, indemnités de licenciement minorées et flexibilité dans les horaires de travail consacrée.* » (L'Humanité, 3/10/2010). Il faut ajouter le non renouvellement des départs en retraite dans la Fonction publique. Au même moment, le taux de chômage dépasse les 20 %.

Malgré la violence du plan, les directions syndicales se sont limitées à de vagues protestations, ont isolé dans un premier temps les fonctionnaires, qui avaient fait massivement grève le 2 juin, et ont appelé à une « grève générale », le 29 septembre. La grève fut massive, notamment dans l'industrie, et on compta plus d'un million et demi de manifestants dans toute l'Espagne. Pour autant, les directions syndicales, dont la responsabilité avait été louée par Zapatero lui-même dans les mois précédents, ne rompaient pas avec le gouvernement et suspendaient alors toute action.

Les aiguilleurs du ciel tentèrent d'engager spontanément une grève en décembre 2010. Ils protestaient contre la privatisation et ses effets, notamment en termes de postes, de durée du travail, la direction imposant largement des dépassements de la durée légale du travail annuel, ce qui n'est pas sans conséquence sur la qualité du travail et la sécurité aérienne. Début décembre, le trafic aérien était bloqué en Espagne avec des conséquences à l'échelle européenne. Le gouvernement Zapatero décidait alors de réquisitionner les aiguilleurs du ciel, au moyen de la législation franquiste et de l'armée. Le gouvernement brisait la grève... avec le soutien des directions des Commissions ouvrières, de l'UGT, et même d'IU, qui protestaient... contre l'irresponsabilité des aiguilleurs du ciel, les traitaient de privilégiés. Appuyé sur cette exécution publique menée par ceux-là même censés défendre les travailleurs, le gouvernement pu aller jusqu'à sanctionner durement certains travailleurs et licencier, notamment ceux qui avaient essayé de résister à la réquisition. Les députés du PSOE quant à eux permirent la prolongation du décret d'état d'urgence jusqu'au

15 janvier 2011. Ce fut un fait politique d'une importance cruciale qui permit au gouvernement de faire adopter le 21 décembre le budget pour 2011 sans problème. En février 2011 les dirigeants syndicaux signaient un pacte social avec le gouvernement, pour la croissance, l'emploi, et les retraites : ils y avalisaient de leur signature le passage à 67 ans pour le départ en retraite. Selon l'AFP : « *L'Espagne espère ainsi envoyer "un message de confiance à la société, à l'Union européenne et à la communauté internationale", a ajouté M. Zapatero.* » Le message est clair en effet, le gouvernement agit dans l'intérêt des capitalistes.

C'est dans ce contexte que la rage de la jeunesse explosait. Dans un premier temps, un collectif « Jeunes sans futur » appelait à la manifestation dans les principales villes d'Espagne. Il fut rapidement réprimé, notamment à Barcelone. Toute issue politique était bouchée par le PSOE, mais aussi les directions syndicales qui poursuivaient leur politique de collaboration avec le gouvernement. Isolé, sans perspective, le mouvement de la jeunesse exprimait rapidement le désarroi, laissant place à la décomposition et à ceux qui, s'autoproclamant « dirigeants » du mouvement, prônaient l'apolitisme pour interdire à toute organisation d'intervenir sur les places occupées. Plus le temps avançait, plus ce mouvement était dominé par un délire petit-bourgeois réactionnaire. C'est ce qu'exprimait le manifeste « Démocratie réelle maintenant » : « *Si, en tant que société nous apprenons à ne pas confier notre avenir à une abstraite rentabilité économique qui ne tourne jamais à notre avantage, nous pourrions effacer les abus et les manques que nous endurons tous. Nous avons besoin d'une révolution éthique. On a placé l'argent au-dessus de l'Etre Humain, alors qu'il faut le mettre à notre service. Nous sommes des personnes, pas des produits du marché. Je ne suis pas que ce que j'achète, pourquoi je l'achète ou à qui je l'achète. A la vue de cela, je suis indigné/e. Je crois que je peux le changer. Je crois que je peux aider. Je sais que, tous ensemble, on le peut. Sors avec nous. C'est ton droit.* » Platitude et impuissance, naturellement, la « révolution éthique » fit long feu, mais non sans avoir exprimé et diffusé un sentiment anti-PSOE, confondu avec le PP, et sans interpeller les directions syndicales. Relayée par les médias et certains gauchistes, notamment le NPA en France, cette forme « d'indignation » n'a rien de positif, elle ajoute la confusion à la confusion.

Le résultat des élections régionales et municipales du 22 mai 2011 fut cinglant, une défaite très large pour le PSOE, qui perdit de nombreuses régions, comme la Castille-La Manche détenue depuis sept élections régionales, ou encore l'Extremadura. Le PSOE, usé jusqu'à la corde, accumulant défaite sur défaite, Zapatero prit la décision en juillet de provoquer des élections anticipées, afin de remettre le pouvoir dans les mains du PP et donc de céder la place au parti bourgeois dominant. Les élections furent fixées au 20 novembre, ce qui a cependant laissé le temps au PSOE de poursuivre sa politique, notamment par l'adoption de la « règle d'or » conjointement avec le PP, le 24 août. Celle-ci

inscrivait dans la constitution le principe décidé par l'Eurogroupe de donner comme principe en matière budgétaire zéro déficit. « Cette règle concernerait autant le déficit structurel que la dette » a indiqué M. Zapatero, ajoutant que « la voie est tracée et j'espère que le gouvernement issu des élections à la fin de l'année continuera dans cette direction » (*L'Humanité* 24/08/2011). De fait, cette politique fut immédiatement mise en œuvre dans les régions dirigées par le PP : à Tolède et à Madrid, les enseignants se voyaient imposer deux heures de cours supplémentaires dans leur service ; ce fut aussi le cas en Galice et en Navarre, partout les non-titulaires furent licenciés, aucun recrutement de fonctionnaire ne fut prévu dans bien des régions. Dans la communauté de Madrid, les enseignants se réunirent en assemblée générale massive le 31/08, 1400 enseignants obligeaient les directions syndicales à appeler à la grève. Pour autant, ils furent isolés, et les appareils syndicaux

réussirent à imposer un plan de journées d'action hebdomadaires durant le mois de septembre et d'octobre. En Catalogne, le 29 septembre, ce sont les travailleurs de la santé qui envahirent et empêchèrent de se tenir une réunion de l'institut catalan de la santé où siégeaient les dirigeants syndicaux et qui préparait les coupes pour l'année 2012. La direction condamna cette « invasion », tandis que le représentant de l'UGT fataliste indiquait : « Si on ne prenait pas ce genre de mesure, on n'aurait pas ce type de réaction ». Circulez, il n'y a rien à voir.

Les directions syndicales ont donc réussi à contenir et à isoler les différentes tentatives de la part des fonctionnaires d'engager le combat contre les mesures de réduction des dépenses effectuées dans les régions à la fin de l'été et de l'automne 2011. Si le PP a été à la manœuvre, c'est bien dans un cadre préparé par Zapatero et le PSOE, pavant la voie à la victoire du PP et à l'accélération de la politique anti-ouvrière.

Imposer au mouvement ouvrier, partis et syndicats, le front unique contre le gouvernement Rajoy, ouvrir la perspective du combat pour le socialisme

Il est donc clair aujourd'hui que la première exigence est d'imposer la rupture aux directions syndicales qui collaborent avec le gouvernement Rajoy et ne cessent de l'appeler au dialogue social, ce qui sert sa politique, et de leur imposer le front unique. Il faut arrêter la pantomime des journées d'action, fussent-elles appelées « grèves générales », et surtout deux mois après l'adoption de la « réforme du travail ». S'il s'agit réellement d'obtenir l'abrogation de cette dernière, alors il ne peut être question de poursuivre la discussion avec le gouvernement des licenciés et qui permet la baisse des salaires généralisée. Ce combat dans les organisations syndicales permettrait la libération des forces du prolétariat et de la jeunesse qui ont tenté de s'exprimer ces derniers mois, et d'ouvrir des perspectives politiques qui ont été bouchées tant par les directions syndicales que par le PSOE, et à sa modeste place par IU. A partir de ce combat pourraient se poser les questions élémentaires :

- abrogation des mesures prises par les gouvernements Rajoy et Zapatero, en matière de retraite ou de réforme du marché du travail, en matière de réduction des dépenses de santé et d'éducation ;
- échelle mobile des heures de travail afin de lutter contre le chômage massif ;

- expropriation des banques et contrôle ouvrier du secteur bancaire ;
- expropriation des promoteurs immobiliers, réquisition des logements, réorganisation du secteur au profit de la satisfaction des besoins des travailleurs.

Ces revendications ne peuvent être satisfaites que si le gouvernement Rajoy est chassé et remplacé par un gouvernement du Front Unique ouvrier, des partis et syndicats.

C'est seulement en s'engageant dans la voie du socialisme que la misère grandissante peut reculer, que les besoins sociaux peuvent être satisfaits. C'est dans ce combat que peuvent être résolues les contradictions économiques et sociales du capitalisme en crise. C'est par ce combat que peuvent être résolues les contradictions liées au désarroi de la jeunesse et du prolétariat, qui cherche à combattre mais ne peut trouver d'issue positive à cette étape. C'est de ce combat que pourra naître le nécessaire parti ouvrier révolutionnaire seul à même d'ordonner et d'organiser le combat quotidien comme celui pour ouvrir la perspective du socialisme.

Le 8 avril 2012

